

FOCUS

2024

sur les Organisations
de la Société Civile
de Solidarité Internationale

03
ÉDITO

04
CARTE D'IDENTITÉ DES OSC

06
FOCUS GÉOGRAPHIQUE
Palestine

12
FOCUS THÉMATIQUE
Pour un numérique inclusif et durable :
le rôle stratégique des organisations
de la société civile

18
ACODEV / ONG-LIVREOUVERT

19
OSC ACCRÉDITÉES

rédaction

Anita Safi Diazila, Samantha Hobro, Lawrence Pieters

design

Dominique Hambye

crédits photographiques

Couverture © Viva Salud, pp. 6 & 9 © Viva Salud, p. 11 © Oxfam
p. 12 © Handicap International Belgique
p. 15 © Caritas International Belgique – Commission Justice et Paix
p. 17 © Bringo Fresh, p. 20 © Handicap International Belgique

Édito

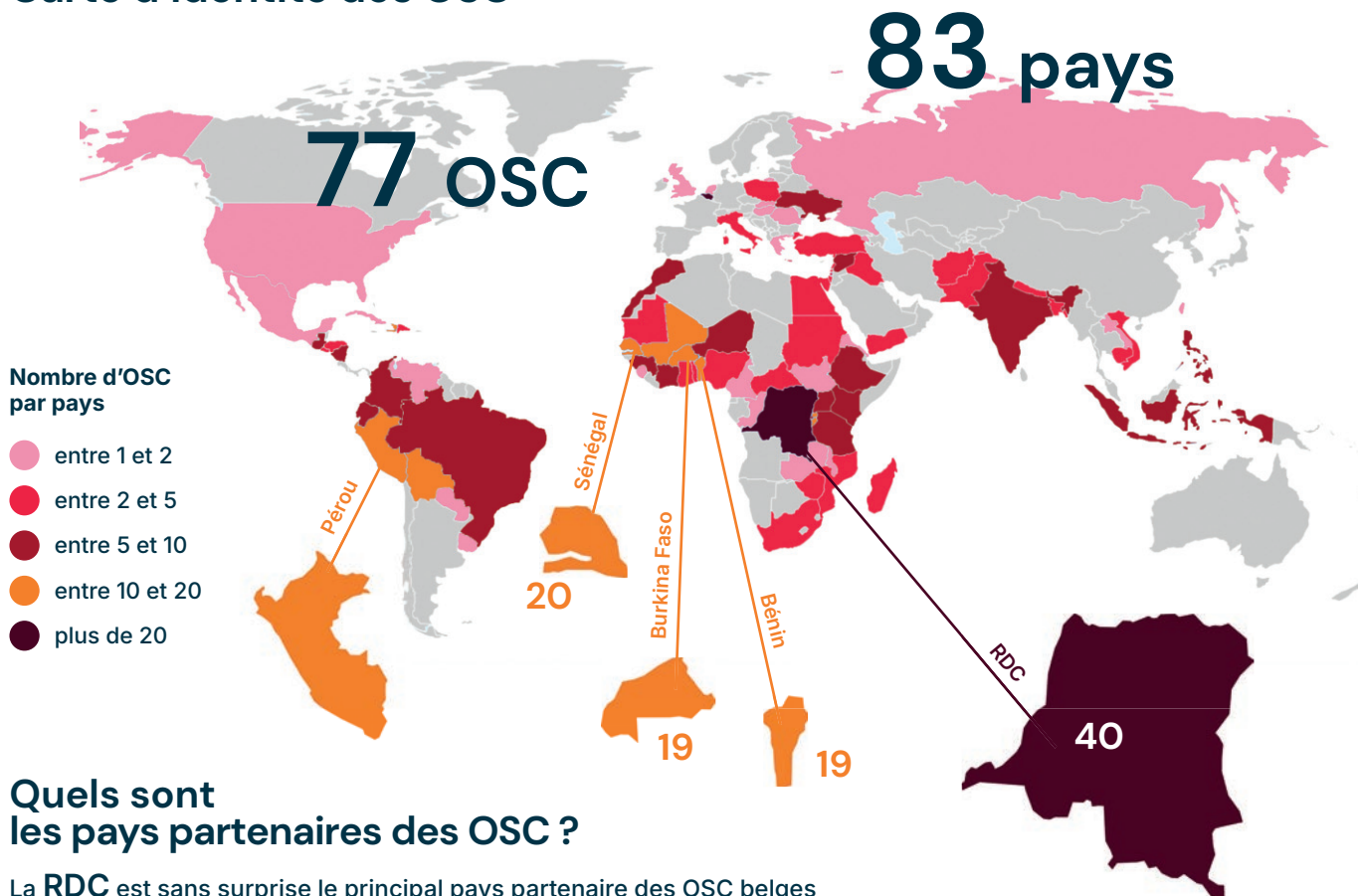
par Raphaël Maldague,
Directeur ACODEV

Pour la troisième année consécutive, nous publions le rapport FOCUS qui a pour but d'illustrer l'action des organisations de la société civile (OSC) belge actives dans la solidarité internationale. Ceci à travers un focus géographique et un focus thématique. Le choix de ces focus est lié à l'actualité et aux enjeux du moment de notre secteur. Pour le focus géographique, notre choix s'est donc assez logiquement tourné vers les territoires palestiniens ravagés par un conflit particulièrement meurtrier pour les populations civiles. Les acteurs humanitaires ont également été touchés de plein fouet. D'après le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA), 2024 représente l'année la plus meurtrière pour les travailleurs humanitaires (281) en particulier en raison du conflit à Gaza. Malgré tout, les OSC belges, leurs partenaires locaux et leurs personnels ont poursuivi leurs actions de solidarité dans les territoires palestiniens afin de soutenir les civil-es tout en œuvrant à la paix et à une résolution du conflit. À l'heure de la publication de ce rapport FOCUS, un signal positif a enfin été envoyé avec la conclusion d'un accord prévoyant la mise en place d'un cessez-le-feu et la libération des otages captifs depuis bien trop longtemps. Nous ne pouvons qu'espérer qu'il s'agit d'une première étape vers une paix plus durable permettant la reconstruction de Gaza et la possibilité pour les populations palestiniennes et israéliennes de (re)construire leur avenir.

Les conflits, les gouvernements autoritaires, les atteintes aux droits sont autant de menaces qui pèsent sur la société civile et l'obligent à faire preuve d'agilité, d'imagination et d'innovation. Les OSC belges l'ont bien compris et investissent dès lors dans les technologies du 21^e siècle pour qu'elles contribuent au développement durable. Notre focus thématique 2024 porte donc sur des initiatives d'OSC belges et de leurs partenaires locaux dans ce qu'on appelle le Digital pour le Développement (D4D). Cependant, pour investir dans la recherche et l'innovation, il faut aussi pouvoir compter sur un environnement propice.

Nous espérons que les partis qui négocient actuellement un accord de gouvernement au niveau fédéral prendrons conscience que la coopération au développement belge représente une richesse dans un monde multipolaire ayant de nombreux défis à relever. Le soutien à la société civile ne doit pas être vu comme une dépense mais au contraire comme un investissement dans le monde de demain et un renforcement de nos sociétés démocratiques.

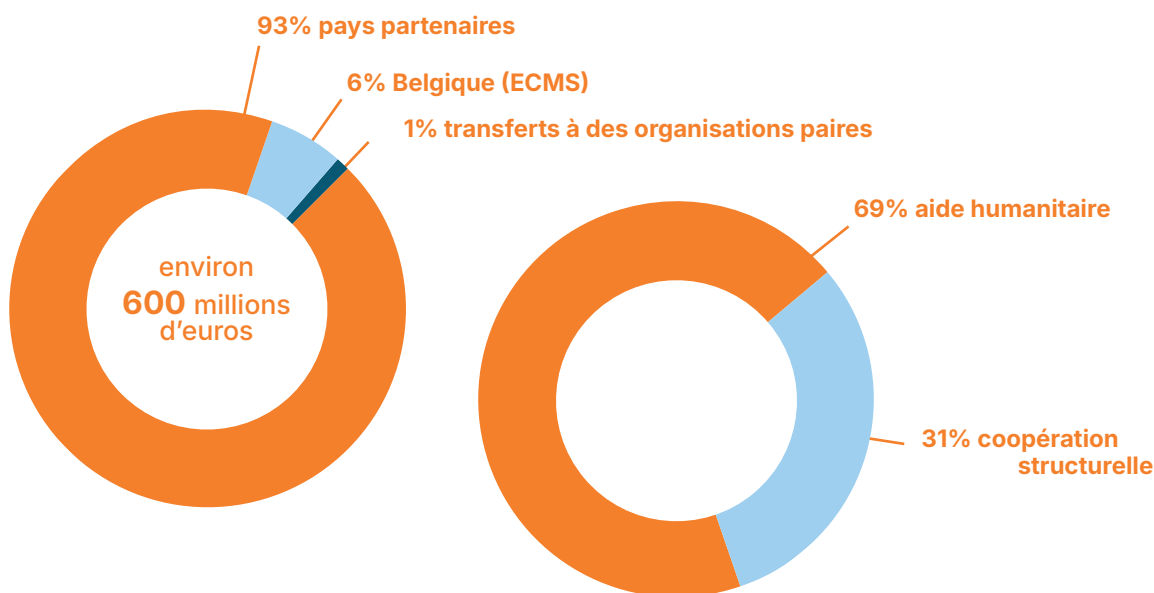
Carte d'identité des OSC



Quels sont les pays partenaires des OSC ?

La RDC est sans surprise le principal pays partenaire des OSC belges dont une grande partie de l'action se concentre sur l'Afrique. En dehors du continent africain, le Pérou, le Brésil et Haïti sont des partenaires importants en Amérique du Sud et Caraïbes, tout comme les Philippines en Asie.

Source: Xbank, 2023 et CSC 2022-2026

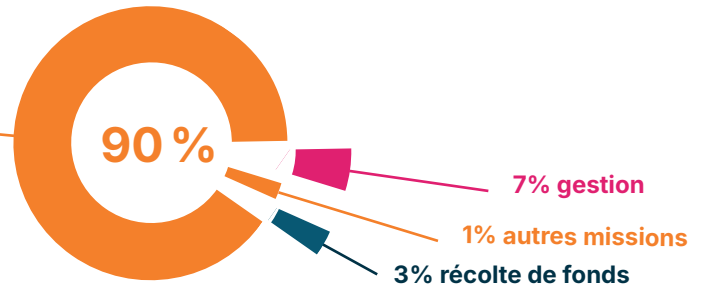


Source: Xbank, 2023

Quelle part des dépenses des OSC est consacrée aux pays partenaires ?

Les missions des OSC se déroulent principalement dans les pays partenaires : sur des dépenses totales d'environ 600 millions d'euros, **93%** sont consacrées aux pays partenaires, contre **6%** à des missions en Belgique. Le dernier pourcent concerne des transferts à des organisations paires, par exemple dans le cadre de l'Opération 11.11.11. D'autre part, l'aide humanitaire (tirée par la « locomotive » Médecins sans Frontières) représente **69%** de ces dépenses totales, contre **31%** pour des actions de coopération structurelle.

89% missions de coopération au développement



Combien une OSC consacre-t-elle à ses missions ?

En moyenne, les OSC belges consacrent **90%** de leurs dépenses à leurs missions : **89%** pour des missions de coopération au développement – qu'il s'agisse de projets de coopération structurelle au Sud, d'humanitaire ou d'ECMS – et **1%** pour d'autres missions, principalement liées à l'aide aux migrant-es ou à l'éducation permanente.

Source: Xbank, 2023



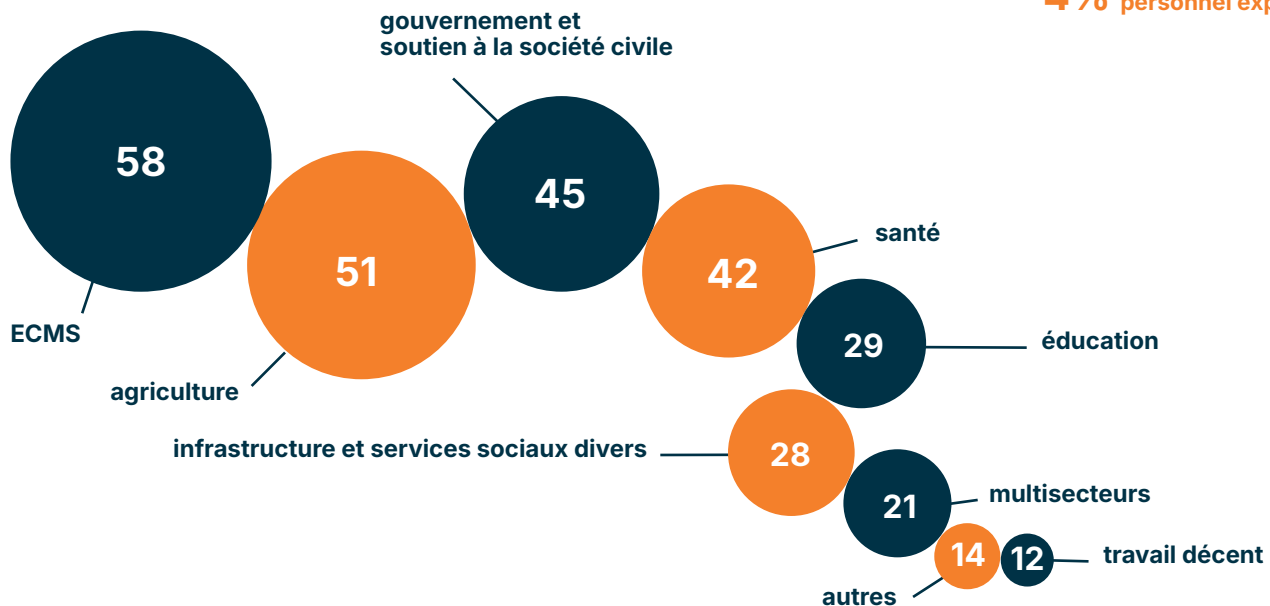
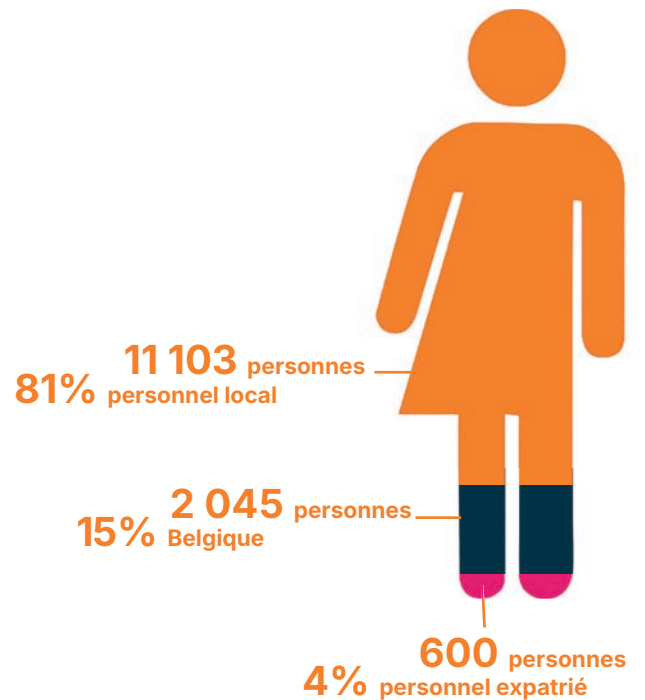
40%
hommes

60%
femmes

Qui travaille pour les OSC ?

Les OSC travaillent pour plus **80%** avec du personnel local, et occupent plus de **2 500 personnes** en Belgique et en tant que personnel expatrié, avec une majorité de femmes.

Source: Xbank, 2023



Source: IATI, 2023

Dans quels secteurs travaillent les OSC ?

Sur les **300 projets** publiés sur IATI dans le cadre des programmes 2022-26 des OSC, la plus grande part concerne le travail en Belgique. Les OSC sont aussi très actives dans l'agriculture, la santé, l'éducation, et le soutien à la société civile et aux services sociaux, dont la protection sociale et le travail décent.

FOCUS

géographique



Palestine

Les territoires palestiniens occupés, composés de la Cisjordanie (y compris Jérusalem-Est) et de la bande de Gaza, sont en proie à une **crise humanitaire et politique prolongée depuis plus d'un demi-siècle**. L'occupation militaire israélienne, les violations répétées du droit international de part et d'autre à des degrés divers, et les cycles de violence ont engendré une situation extrêmement instable¹. Malgré une croissance démographique rapide et un processus d'urbanisation accéléré², les Palestiniens sont confrontés à de sérieux défis économiques et sociaux. L'absence de perspectives d'avenir et les restrictions imposées par l'occupation les poussent à adopter des stratégies d'adaptation souvent précaires.

Le 7 octobre 2023 marque un tournant majeur dans le conflit israélo-palestinien. L'attaque terroriste du Hamas contre Israël a entraîné un bilan humain catastrophique: plus de 1205 morts, principalement des civils, plus de 5 500 blessés et près de 251 personnes enlevées³. Cette attaque a déclenché une escalade de violence sans précédent, avec des conséquences désastreuses pour la population civile, notamment à Gaza. La réponse d'Israël a été immédiate, massive et violente, entraînant des destructions considérables à Gaza et un nombre record de victimes palestiniennes à ce jour: 46 645 personnes tuées et environ 110 012 blessées⁴. Les infrastructures essentielles ont été détruites, plongeant la population dans une crise humanitaire aux proportions inédites, au point qu'un rapport d'Amnesty International accuse l'état israélien de commettre des actes interdits par la Convention sur le génocide⁵. Plus d'un million et demi de personnes ont été déplacées de Gaza et la violence en Cisjordanie a fortement augmenté. Human Rights Watch a documenté une hausse alarmante

des attaques de colons israéliens en Cisjordanie depuis le 7 octobre 2023. Plus de 1200 Palestiniens, dont 600 enfants, ont été déplacés de leurs foyers, et au moins 7 communautés ont été entièrement déracinées. Avec la complicité ou l'inaction de l'armée israélienne, ces violences ont atteint un niveau sans précédent depuis 2006, entraînant le déplacement forcé de milliers de personnes⁶.

Coopération Belgique-Palestine

Depuis 1997, la Belgique et la Palestine entretiennent des relations de coopération. En 2023, six organisations de la société civile (OSC) belges ont reçu des financements de la Direction Générale de la Coopération au Développement (DGD) pour mener des projets en Palestine dans les domaines du développement et de l'aide humanitaire⁷. Au total, plus de 2 millions d'euros ont été investis dans ces projets⁸. Parmi ces organisations, on compte 4 OSC de coopération au développement (Broederlijk Delen, SolidAgro, Solsoc et Viva Salud) et deux OSC avec un double volet développement et humanitaire (Caritas International et Oxfam Belgique).

Les événements du 7 octobre 2023 ont aggravé de manière significative la situation humanitaire en Palestine, notamment à Gaza. Face à cette crise, **la Belgique a renforcé son engagement** en faveur des populations touchées. Les données montrent une augmentation spectaculaire de l'aide humanitaire belge destinée aux territoires occupés palestiniens, passant de 5,1% à 27,3% du budget total en un an⁹.

Les OSC belges en Palestine : Impact, collaboration et résilience face à la crise

Les OSC belges, engagées en Palestine dans des domaines aussi variés que **l'agriculture durable, la santé et la défense des droits humains**, font face à des défis sans précédent. Depuis l'escalade de violence d'octobre 2023, les restrictions imposées par l'occupation israélienne, les violences accrues et la difficulté d'accès aux zones de conflit ont considérablement limité leurs actions. La liste noire d'organisations palestiniennes désignées comme « terroristes » par le Ministère de la Défense israélien a encore aggravé la situation¹⁰, réduisant l'espace d'action de la société civile et mettant en péril les partenariats établis. Malgré tout, les OSC belges et leurs partenaires locaux font preuve de **résilience, de capacité d'adaptation et restent engagées sur place** pour éviter une double peine aux populations civiles.

Le système de santé palestinien, déjà fragilisé par l'occupation israélienne, est soumis à une pression inouïe en raison des attaques répétées contre les infrastructures médicales, les restrictions de mouvement et le manque de ressources. Malgré ce contexte difficile, **Viva Salud**, en partenariat avec trois acteurs locaux, s'efforce de **fournir des soins de santé essentiels à la population**. En Cisjordanie et à Gaza, ces initiatives, menées en dépit des risques, témoignent de la résilience des communautés palestiniennes et de la solidarité internationale. À Gaza, où la situation est particulièrement critique, AWDA gère six centres médicaux et deux hôpitaux, malgré les bombardements répétés. En Cisjordanie, Bisan et les Health Work Committees (HWC) mènent respectivement des recherches essentielles sur la santé et fournissent des soins, contribuant ainsi à améliorer la santé de la population.

En Palestine, **l'agriculture** est bien plus qu'un secteur économique : c'est un **pilier de l'identité nationale et un symbole de résistance** face à l'occupation. **SolidAgro**, en partenariat avec Bisan, soutient la

transition agroécologique en Cisjordanie, offrant aux agriculteur·rices palestinien·nes les moyens de produire une alimentation saine et durable tout en renforçant leur autonomie. Face à l'escalade de la violence et aux restrictions imposées par Israël, l'agroécologie apparaît comme une **solution pour préserver la souveraineté alimentaire et créer des emplois locaux**. En Cisjordanie, on remarque la multiplication des points de contrôle et des razzias commanditées par les colons israéliens¹¹. L'importation et l'exportation depuis et vers Israël sont devenues plus difficiles et un grand nombre de Palestinien·nes n'ont plus accès à leurs terres. En 2023, SolidAgro et Bisan ont joué un rôle clé dans le développement de l'agroécologie en Palestine en formant 125 agriculteur·rices. Ces derniers ont mis en pratique leurs nouvelles connaissances au sein de 54 coopératives et 34 personnes formées se sont engagés à partager leurs bonnes pratiques, favorisant ainsi une dynamique de partage et d'apprentissage au sein des communautés agricoles. À terme, ces actions visent à renforcer la souveraineté alimentaire de la Palestine et à réduire sa vulnérabilité face aux importations.

En partenariat avec des acteurs locaux tels que Ma'an et le Popular Art Center (PAC), **Solsoc** œuvre en Palestine pour **favoriser le développement économique et offrir des perspectives d'avenir aux jeunes**, notamment dans la bande de Gaza. L'organisation soutient des projets visant à améliorer les conditions de travail et à défendre les droits des travailleur·euses, en particulier dans des secteurs comme celui des carrières de pierres. Compte tenu du contexte socio-économique complexe en Palestine, Solsoc et ses partenaires ont dû ajuster leurs stratégies en privilégiant une approche plus locale et en mettant en place des initiatives de solidarité et de formation adaptées aux besoins spécifiques des communautés.



Les OSC belges et leurs partenaires locaux restent engagés sur place pour éviter une double peine aux populations civiles

Ponts entre l'urgence et le développement : le rôle unique des OSC

L'acheminement de l'aide humanitaire en Palestine rencontre de nombreux obstacles en raison du blocus, des restrictions de mouvement, de la violence récurrente et des infrastructures endommagées par l'escalade du conflit. Les checkpoints, les attaques militaires et les tensions internes compliquent l'accès aux populations vulnérables, notamment dans les camps de réfugié-es et les zones isolées.

Oxfam est active en Palestine depuis les années 1950. Ses actions couvrent un large spectre, allant de l'aide alimentaire à la défense des droits des Palestinien-nes. En collaboration avec des partenaires locaux et via ses propres bureaux, Oxfam travaille à **améliorer les conditions de vie des populations**, notamment des réfugié-es et des travailleur-euses. Suite aux événements d'octobre 2023, l'organisation a renforcé son soutien aux populations affectées,

apportant une aide humanitaire essentielle à 490 000 personnes¹². Oxfam Belgique, en particulier, s'implique en outre dans le développement en Palestine. Les projets soutenus visent notamment à **renforcer les organisations de femmes et les coopératives agricoles**. Face à la crise, certains projets ont dû être suspendus, notamment à Gaza, pour concentrer les efforts sur l'aide d'urgence.

Caritas International et Caritas Jérusalem mènent depuis plusieurs années une vaste gamme d'actions en Palestine, allant de l'aide d'urgence à des projets de développement à long terme. Malgré les défis posés par la situation actuelle, l'organisation continue **de soutenir des initiatives dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'agriculture et de l'entrepreneuriat**, en accordant une attention particulière aux besoins des jeunes et des femmes.

Plaidoyer unifié des OSC pour la paix et le respect du droit international

Les OSC belges, en collaboration avec leurs partenaires palestiniens, mènent des actions de sensibilisation et de plaidoyer pour mettre en lumière les violations des droits humains en Palestine. Leur travail a permis de **mobiliser l'opinion publique et d'interpeller les institutions internationales**. La Belgique, en soutenant ces initiatives, démontre son engagement en faveur du respect du droit international humanitaire.

Les OSC belges actives en Palestine, **regroupées au sein du Cadre Stratégique Commun (CSC) 2022-2026**, renforcent leur coopération depuis les événements d'octobre 2023. Elles partagent leurs expériences, leurs bonnes pratiques et des informations cruciales sur la situation à Gaza. Outre le CSC, les organisations belges actives en Palestine s'appuient sur d'autres plateformes de coordination, telles que la **plateforme Moyen-Orient gérée par le CNCD-11.11.11 et 11.11.11**. Cet espace réunissant 25 organisations favorise les échanges, le partage d'informations et permet de mener des actions de plaidoyer conjointes, notamment sur la situation des OSC en Palestine. Les membres de cette plateforme jouent un rôle actif dans le plaidoyer en faveur des droits des Palestinien·nes. Elles travaillent en étroite collaboration pour **dénoncer les violations du droit international, les liens économiques avec les colonies israéliennes et la réduction de l'espace civique**. Une étude sur ce dernier point, commanditée par les membres du CSC Palestine, sera publiée dans le courant de l'année 2025.

Oxfam a déployé des efforts considérables au cours des 15 derniers mois pour promouvoir un cessez-le-feu dans le cadre de la campagne mondiale «#ceasefirenow». Une pétition lancée en partenariat avec plus de 700 organisations a rassemblé plus de 1380000 signatures. À travers ses actions de plaidoyer, l'organisation souligne l'urgence de trouver **une solution durable et respectueuse du droit international**, pour mettre un terme à l'occupation et au blocus illégaux imposés à la population palestinienne.

Viva Salud a intensifié ses **efforts de communication et de plaidoyer en Palestine**, notamment grâce à la collaboration avec AWDA et HWC. Ces actions ont permis de sensibiliser l'opinion publique et de récolter

313 408 euros pour soutenir les activités médicales sur place. Le soutien belge a également été crucial pour maintenir des infrastructures médicales essentielles.

Broederlijk Delen (BD) et ses partenaires appellent à une action politique plus ferme de la Belgique et de l'UE, exigeant un changement de position sur Israël, y compris des contre-mesures concrètes, des sanctions contre les violations du droit international et une application stricte du droit international humanitaire. Ils demandent aussi **un soutien accru aux sociétés civiles israélienne et palestinienne qui luttent pour la justice et la paix**, en particulier celles qui sont victimes de répression ou de menaces à leur indépendance. Enfin, ils plaident pour un soutien humanitaire renforcé pour les populations affectées par la guerre à Gaza et pour des mesures politiques visant à garantir les droits fondamentaux des Palestinien·nes tout en favorisant une solution politique durable.

BD et son équivalent francophone, **Entraide et Fraternité** ont participé au co-financement du **documentaire «No Other Land»**. Sorti en 2024, ce documentaire qui dresse un portrait de la région de Massafer Yatta, situés au Sud de Hébron en Cisjordanie, est encore à l'affiche et en lice pour un Oscar.

Solsoc soutient plusieurs initiatives politiques et juridiques pour faire progresser la reconnaissance de l'État de Palestine et la justice internationale. L'organisation milite pour le boycott des produits des colonies israéliennes et soutient des processus de paix inclusifs, notamment la Cour internationale de justice (CIJ), pour garantir que les voix des populations les plus vulnérables soient entendues.

Réunies au sein de différentes plateformes de coordination, les OSC belges actives en Palestine, soulignent **l'importance cruciale du rôle de la société civile dans la construction d'une paix durable**. En tant que pilier de la société palestinienne, elles œuvrent pour une Palestine libre, démocratique et résiliente, tout en appelant au respect strict du droit international. La Belgique, en tant qu'État de droit et à travers sa coopération au développement, a un rôle essentiel à jouer pour soutenir ces initiatives et promouvoir une **solution juste et durable au conflit israélo-palestinien**.



**La Belgique
a un rôle essentiel
à jouer pour soutenir les
initiatives des OSC et
promouvoir une solution
juste et durable
au conflit israélo-
palestinien**

¹ Pour plus d'informations sur la Palestine et l'histoire du conflit entre la Palestine et Israël, ainsi que les enjeux socio-économiques et politiques qui entourent ce conflit, vous pouvez consulter les ouvrages suivants: Sanbar, Elias. *La Palestine expliquée à tout le monde*. 1^{ère} édition, Paris, Seuil, 2003. Gresh, Alain. *Palestine, un peuple qui ne veut pas mourir*. 1^{ère} édition, Paris, La Découverte, 2006. Gresh, Alain. *Israël, Palestine Vérités sur un conflit. Édition actualisée après le 7 octobre 2023*. Paris, La Découverte, 2023. ² <https://www.pcbs.gov.ps/>
³ Ces chiffres sont relayés par différentes sources telles que : <https://www.unocha.org/news/one-year-unimaginable-suffering-7-october-attack>, <https://www.oxfam.org/en/press-releases/more-women-and-children-killed-gaza-israeli-military-any-other-recent-conflict>, <https://oct7map.com/> ⁴ <https://www.ochaopt.org/> ⁵ <https://www.amnesty.org/en/documents/mde15/8668/2024/en/>
⁶ <https://www.hrw.org/news/2024/04/17/west-bank-israel-responsible-rising-settler-violence> ⁷ L'OSC belge Entraide & Fraternité mène des projets en Palestine grâce à des partenariats locaux et des actions de plaidoyer. Cependant, comme ces activités ne sont pas financées par la DGD, l'organisation n'apparaît pas dans cette liste. ⁸ Données fournies par la DGD : 2074122,44 euros été dépensés au cours de l'année 2023 dans les programmes de développement des organisations: Broederlijk Delen, Viva Salud/SolidAgro, Caritas, Oxfam Belgique et Solsoc en Palestine. SolidAgro possède un programme commun avec Viva Salud. ⁹ D'après le Financial Tracking Service (FTS), le volume brut d'aide humanitaire de la Belgique à destination des territoires palestiniens occupés est passé de 10,321,577 US\$ à 38,376,807 US\$ de 2023 à 2024. La grande majorité de ce financement a été attribuée à des organisations multilatérales. Source: <https://fts.unocha.org/donors/2927/summary/2024> ¹⁰ Sources : <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2021/10/israel-opt-designation-of-palestinian-civil-society-groups-as-terrorists-a-brazen-attack-on-human-rights/>, <https://www.ohchr.org/en/press-releases/2022/04/israelpalestine-un-experts-call-governments-resume-funding-six-palestinian> ¹¹ OCHA oPt. (2023). Fact sheet: movement and access in the West Bank. Accessible via https://www.ochaopt.org/sites/default/files/Factsheet_Movement_and_Access_Aug2023.pdf / Crisis Group. (2023, September 20). Settler Violence Rises in the West Bank during the Gaza War. Article en ligne: <https://www.crisisgroup.org/middle-east-north-africa/east-mediterranean-mena/israelpalestine/settler-violence-rises-west-bank-gaza-war> / Belga (2024, 02 août). Cisjordanie : 2023, une année record pour la multiplication des colonies israéliennes. RTBF, Article en ligne, <https://www.rtf.be/article/cisjordanie-2023-une-annee-record-pour-la-multiplication-des-colonies-israeliennes-11414668>.
¹² Oxfam Magazine N°10, Août 2024, https://issuu.com/oxfamsol/docs/oxfam_magazine_10_fr_issuu?fr=sNzU4ZDY3MzAxODY

FOCUS

thématique



Pour un numérique inclusif et durable: le rôle stratégique des organisations de la société civile

L'ère numérique marque un tournant décisif dans l'histoire des sociétés modernes. En quelques décennies, les technologies de l'information et de la communication ont transformé tous les secteurs, dont celui de la solidarité internationale. Depuis 2016, **la Belgique a pris une initiative notable avec sa note stratégique sur le numérique au service du développement**¹, une stratégie de coopération internationale qui vise à mettre la technologie au service des enjeux mondiaux et qui décrit le rôle stratégique que les organisations de la société civile belge (OSC) et les acteurs institutionnels (AI) jouent sur la scène internationale dans ce domaine.

Cette note a permis aux organisations belges de s'impliquer davantage dans le développement de projets numériques qui ne se limitent pas à la simple adoption de nouvelles technologies, mais qui cherchent à **répondre aux besoins des communautés locales tout en favorisant l'inclusion, la résilience et la durabilité**.

Conscientes des opportunités et des défis associés aux solutions numériques, **les fédérations belges des OSC (ACODEV, ngo-federatie et Fiabel) ont créé en 2023 le Fonds D4D**, une initiative visant à soutenir la mise en place de projets numériques inclusifs et durables². Ce dispositif de soutien financier couvre différentes étapes clés du développement de solutions numériques, depuis la réflexion et le démarrage, en passant par les phases de test, jusqu'à l'extension à plus grande échelle. Depuis son lancement, ce fonds a soutenu 10 projets. En 2025, l'enveloppe pour ce Fonds devrait atteindre 100 000 €, permettant de soutenir un peu moins de 10 projets.

L'innovation numérique face aux crises multiples

En 2023, **Vétérinaires sans Frontières** a été soutenu par le Fonds D4D pour la phase de développement de son projet de marquage numérique du bétail au Karamoja (Ouganda). Avec une superficie équivalente à celle de la Belgique et une population de 1,2 million d'habitant·es, cette région doit faire face à de nombreux défis convergents: changement climatique, croissance démographique, conflits et vols de bétail. Dans cet environnement difficile et instable, **la numérisation du marquage du bétail promet non seulement une innovation technologique, mais aussi des avantages concrets pour les communautés locales**. Les éleveur·euses perdront moins de bétail, ce qui améliorera les ventes. Mieux réparties entre les pastoralistes, les terres seront également moins exploitées, ce qui limitera leur épuisement. La numérisation rend les pratiques d'élevage plus transparentes et plus efficaces, contribue à une chaîne de valeur plus durable et aide à lutter contre les maladies et les catastrophes. Près de 5 000 éleveurs et éleveuses en transhumance, qui possèdent quelques 20 000 bêtes au total, bénéficieront de cette initiative.

Ce projet démontre les effets positifs que le numérique peut avoir sur les plans social, économique et environnemental. Il souligne également la capacité des organisations de la coopération belge de déployer des **solutions qui renforcent la résilience des communautés à long terme**, en offrant des solutions innovantes qui ont un impact durable pour transformer des crises complexes et interconnectées en opportunités.

La crise sanitaire du COVID-19 a d'ailleurs marqué un tournant dans l'adoption de nombreuses solutions digitales. Dans le secteur de la santé, la pandémie a mis en évidence l'importance des technologies numériques pour maintenir l'accès aux soins en période de restrictions sanitaires. Des solutions telles que la téléconsultation et l'apprentissage en ligne ont permis de maintenir la continuité des services essentiels. Dans le secteur alimentaire, **Rikolto** a fait preuve d'audace remarquable en accordant un soutien et un prêt stratégiques à Bringo Fresh. Dans un contexte où l'e-commerce restait une pratique inhabituelle en Ouganda, ce soutien a permis à cette jeune entreprise de transformer rapidement sa chaîne d'approvisionnement pour surmonter les défis imposés par la pandémie. **Cette initiative innovante d'e-commerce équitable a assuré la continuité des échanges entre producteur·rices et consommateur·rices**, alors que les restrictions limitaient l'accès aux marchés et ralentissaient la circulation des produits agricoles. Avec leur modèle, près de 1500 agriculteur·rices ont pu maintenir des revenus stables, contribuant ainsi à leur résilience face à la crise.

Une technologie transférable et adaptée aux contextes humanitaires

Dans des contextes de conflit ou de post-conflit, **la technologie peut aussi être un outil essentiel pour sauver des vies humaines**. Dans les régions affectées par des conflits armés, les mines antipersonnel et anti-véhicules restent une menace persistante, en dépit de la convention de 1997 qui visent leur interdiction. En 2023, au moins 5757 personnes, dont 84% sont des civil·es, ont été tuées ou blessées par des mines antipersonnel ou des restes explosifs de guerre³.

Dans le domaine du déminage, où chaque erreur peut être fatale, la précision et la sécurité sont primor-

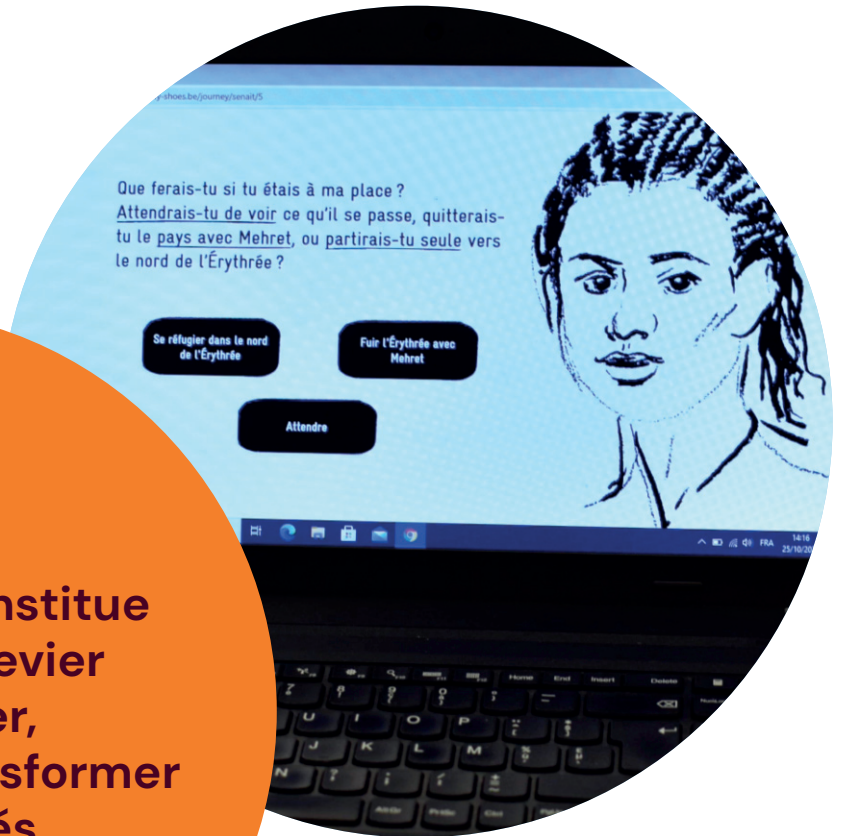
diales. Depuis 2018, **Handicap International** (HI), en partenariat avec Mobility Robotics et FlyingLabs Côte d'Ivoire, a développé une approche novatrice utilisant **des drones équipés de capteurs thermiques pour le déminage**. Cette technologie permet de détecter plus rapidement les mines, réduisant les risques pour les démineur·euses et les communautés locales. Testés pour la première fois dans le désert tchadien, ces drones ont permis d'y détecter plus de 2 500 mines, grâce à des cartes produites avec une précision jusqu'à 100 fois supérieure à celle des images satellites utilisées habituellement.

Une autre valeur ajoutée du projet réside dans la possibilité de transférer les compétences et d'adapter cette approche en fonction de différents contextes. Les drones utilisés sont des modèles courants, d'un coût modéré et faciles à piloter même par des non-initiés. Au Tchad, six démineurs locaux ont été formés à l'utilisation de cette technologie, renforçant ainsi leur autonomie et leur expertise. En quelques années, cette innovation a permis de **cartographier plus de 25 kilomètres carrés de zones dangereuses** dans des pays tels que le Tchad, l'Irak, le Liban et la Syrie. HI continue d'étendre ses opérations de déminage avec l'utilisation des drones au Sénégal, en Colombie, et au Laos, avec l'objectif de rendre ces solutions pérennes et adaptées à chaque contexte spécifique.

Le numérique pour éduquer et sensibiliser

Le numérique n'est pas seulement un outil technique. Il constitue également un **formidable levier pour éduquer, sensibiliser et transformer les mentalités**. Les organisations belges s'engagent dans cette direction en développant des outils pédagogiques qui répondent aux enjeux sociétaux actuels. Le projet *Walk in my Shoes*, un « *serious game* » conçu par **Caritas International** et **Justice et Paix**, en est un

Le numérique constitue un formidable levier pour éduquer, sensibiliser et transformer les mentalités



exemple. Cet outil, destiné aux enseignant·es pour des enfants dès 15 ans, permet d'explorer le sujet complexe de la migration à travers les récits interactifs de jeunes réfugié·es. L'approche interactive et immersive favorise une meilleure compréhension des réalités migratoires et contribue à déconstruire les stéréotypes, tout en stimulant l'empathie et en luttant contre la polarisation. Ce projet est aussi à saluer de par l'intégration des publics concernés (réfugié·es et enseignant·es) dès sa conception «rien sur nous, sans nous».

Depuis 2023, le projet a élargi son audience en proposant une version adaptée pour les élèves de fin de primaire, renforçant ainsi son impact. Grâce à ce type d'initiative, le numérique devient un véritable levier de transformation sociale, en créant des ponts entre les communautés, et en sensibilisant les jeunes aux enjeux mondiaux.

Rendre visibles les inégalités pour mieux les combattre

L'innovation numérique a aussi le potentiel de rendre les systèmes éducatifs plus inclusifs, même dans des contextes difficiles. Ainsi, un nombre alarmant d'enfants en situation de handicap ne bénéficient pas d'une éducation adaptée à leurs besoins, les privant ainsi de leurs droits fondamentaux. Un projet pilote de **Sensorial Handicap Cooperation** (SHC) propose de moderniser le suivi des enfants en situation de handicap sensoriel au Sénégal et au Burkina Faso en **numérisant les données médicales, scolaires et psycho-sociales** de chaque enfant. Une application, créée en collaboration avec les partenaires locaux, rend ces informations accessibles de manière instantanée et centralisée, et permet un suivi personnalisé et une meilleure coordination entre les acteurs éducatifs et médicaux. Elle contribue ainsi à la réinsertion des enfants dans le système scolaire, garantissant un accès à une éducation adaptée et améliorant leur qualité de vie.

À court terme, **cette technologie bénéficiera à près de 500 enfants** soutenus par l'organisation et ses partenaires, mais à long terme, il pourrait offrir un modèle pour les 240 millions d'enfants en situation de handicap à travers le monde⁴.

Cette «révolution des données», annoncée depuis les années 2000, promet un monde où l'information circule librement, éclairant les décisions et établissant un nouveau standard mondial. Dans ce contexte, le numérique devient un levier essentiel pour exposer des inégalités souvent invisibles et agir en conséquence.

Lancé en 2023 avec le soutien du Fonds D4D, *The ExPEERience Map*, développé par **Avocats Sans Frontières** (ASF), en partenariat avec le réseau Justice ExPEERience, incarne cette vision. Cette plateforme interactive offre un espace sécurisé permettant à ses 831 membres répartis dans 56 pays de documenter, partager et visualiser en temps réel les violations des droits humains.

La première carte interactive accessible au public, celle de la Tunisie, met en lumière les discriminations en détaillant, par gouvernorat, le nombre et les types de discriminations, ainsi que des informations sur les victimes et l'état des affaires. En rendant accessibles ces informations essentielles, ***The ExPEERience Map* outille les défenseurs des droits humains pour informer, mobiliser et influencer les politiques publiques, faisant du numérique un allié puissant** dans la lutte pour l'égalité et la justice sociale.

Des investissements pour pérenniser l'impact : défis et priorités

Si les technologies de pointe, comme l'intelligence artificielle (IA) et l'Internet des objets (IoT), ouvrent des perspectives extraordinaires, elles risquent aussi de creuser davantage les inégalités si la mise en

œuvre des projets n'est pas réfléchie et effectuée de manière appropriée. Comme le pointait le rapport d'évaluation du service d'évaluation spéciale de 2022⁵, **il est nécessaire de renforcer la prise en compte des enjeux associés aux risques de D4D**, notamment liés à l'exclusion digitale avec la question des fractures numériques multidimensionnelles, de la protection des données, mais aussi des enjeux environnementaux et de la pérennisation des initiatives.

Pour maximiser le potentiel des initiatives numériques, il est nécessaire d'adopter une approche coordonnée à tous les niveaux, prenant en compte **quatre priorités pour une digitalisation durable et inclusive** : renforcer les infrastructures numériques dans les zones marginalisées, notamment améliorer l'accès à Internet ; intégrer la formation continue et le renforcement des compétences, particulièrement auprès de publics exclus comme les femmes et les personnes âgées ; promouvoir une gouvernance éthique et inclusive du numérique, pour assurer une participation équitable de tous aux projets numériques ; et privilégier une approche de technologie mesurée et responsable, en optant pour des solutions simples, accessibles et écologiques.

Ces priorités permettent de transformer les défis numériques en occasions d'améliorer l'accès aux technologies et de rendre la société plus juste et plus résiliente.

Un appel à l'action : investir dans un futur numérique

Les défis mondiaux d'aujourd'hui, tels que le changement climatique, la pauvreté, les crises sanitaires ou les inégalités sociales, exigent des solutions audacieuses et innovantes. Les technologies numériques, si elles sont pensées et mise en œuvre de manière adéquate, peuvent jouer un rôle clé dans la réponse à ces enjeux. Les projets mis en avant montrent



Les défis mondiaux d'aujourd'hui exigent des solutions audacieuses et innovantes

l'importance d'adapter les technologies aux besoins des acteurs locaux et illustrent comment des solutions innovantes, qu'elles soient high-tech ou low-tech, peuvent améliorer la sécurité, le bien-être des populations et renforcer les capacités locales. Cependant, leur potentiel transformateur ne se réalisera pleinement que si elles sont mises au service de tous. **Les organisations de la société civile ont un rôle stratégique à jouer dans l'accompagnement de cette transition numérique.** Leur ancrage local et leur capacité d'innovation en font des partenaires clés pour concevoir des solutions numériques véritablement adaptées aux besoins des communautés.

Mais pour que ces solutions aient un impact global, il est nécessaire d'adopter une approche volontariste en matière d'investissements. **Les initiatives ne peuvent prospérer sans un cadre clair qui encourage les acteurs publics, privés et associatifs à unir leurs forces pour garantir que la transformation numérique soit inclusive et durable.** C'est à ces conditions que le numérique pourra relever les défis globaux tout en construisant des sociétés où chacun·e a sa place. Quoiqu'il en soit, les OSC belges et leurs partenaires, avec le soutien de la coopération belge, comptent bien jouer leur rôle dans le déploiement de cette nouvelle révolution technologique pour qu'elle contribue à atteindre les objectifs de développement durable.

¹ Voir : La coopération belge au développement (2016). Note stratégique sur le numérique au service du Développement. https://diplomatie.belgium.be/sites/default/files/2022-09/note_strategique_d4d.pdf – ² En respect des principes du numérique pour le développement <https://digitalprinciples.org/> – ³ Voir : © International Campaign to Ban Landmines, Landmine Monitor 2024 (Geneva: ICBL-CMC, November 2024). <https://www.the-monitor.org/reports/landmine-monitor> – ⁴ Voir : UNICEF (2021). « Seen, Counted, Included: Using data to shed light on the well-being of children with disabilities ». <https://data.unicef.org/resources/children-with-disabilities-report-2021/> – ⁵ Service d'évaluation spéciale (2022). « Évaluation Digital for Development (D4D) Quels sont les développements liés au contexte de la Covid-19 ? » <https://diplomatie.belgium.be/fr/politique/cooperation-au-developpement-et-aide-humanitaire/le-service-de-évaluation-speciale-11>

ACODEV

ACODEV est la fédération francophone et germanophone des associations de coopération au développement. La fédération compte 69 organisations membres, dont 65 sont accréditées par le Ministère de la Coopération au développement.

ACODEV représente et promeut les intérêts de ses membres auprès des pouvoirs publics et de l'ensemble des bailleurs publics, afin d'offrir un environnement favorable pour leur travail et leurs activités.

La fédération accompagne ses organisations membres dans leurs initiatives de professionnalisation et d'innovation, à travers l'organisation de formations, la mise en place de fonds d'appui, ou la publication de guides, documents et outils en ligne. ACODEV fédère aussi ses membres autour d'événements et de groupes de travail participatifs et représentatifs du secteur.

Enfin, ACODEV contribue à promouvoir les valeurs de la solidarité internationale, notamment dans le domaine de l'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire (ECMS), de la transparence, ou de l'intégrité.



Quai du Commerce 9 à 1000 Bruxelles
+32 (0)2 219 88 55
Numéro d'entreprise: BE 0462279234
RPM de Bruxelles
info@acodev.be
www.acodev.be

ONG-Livreouvert

ONG-Livreouvert est l'outil de transparence des OSC belges actives dans la solidarité internationale. Développé et géré par ACODEV et ngo-federatie, il présente des informations clés sur les OSC belges, leurs projets, leurs données financières, leurs ressources humaines, les pays dans lesquels elles sont actives et leurs secteurs d'intervention, sous la forme de visualisation de données et de cartes interactives.

ONG-Livreouvert est la principale source des données présentées dans ce rapport. Le site lui-même utilise les données publiées sur l'initiative internationale pour la transparence de l'aide (IATI), ainsi que sur X-bank, une base de données développée par les fédérations. Nous utilisons aussi des informations issues des cadres stratégiques communs (CSC) conçus par les OSC dans le cadre de leurs programmes quinquennaux.

Les données d'ONG-Livreouvert se rapportent à l'année 2023, ce décalage de temps étant nécessaire afin d'être en possession de toutes les données, notamment financières, à encoder. Les fédérations encouragent et soutiennent activement leurs membres pour l'encodage, mais celui-ci est réalisé de manière volontaire. Les informations sont présentées dans ce document à titre indicatif et concernent 60 organisations accréditées pour 2023.

ONG LIVREOUVERT
www.ong-livreouvert.be

Les OSC accréditées





Avec le soutien de



Belgique

partenaire du développement

éd. resp. Raphaël Maldague / 9 quai du Commerce à 1000 Bruxelles